

L'unité populaire, le seul moyen d'action utile contre l'extrême-droite

Pierre-Alain Millet, Section PCF Vénissieux, 20 février 2026

La mort du jeune Quentin Deranque à Lyon après des violences entre groupes militants identitaires et anti-fascistes est un choc qui doit conduire les communistes et toute la gauche à s'interroger sur la nature et les conditions de la bataille contre l'extrême-droite, bataille en échec idéologique et politique.

Le comble est atteint quand Jordan Bardella, président du Rassemblement national, appelle à la mise en place d'un cordon sanitaire pour isoler La France Insoumise (LFI) des institutions. Incroyable retournement de l'histoire. en 1987, c'est Jacques Chirac qui inventait le cordon sanitaire pour isoler le Front National, et ce cordon sanitaire, s'est poursuivi jusqu'au front républicain de 2024...

Comment la situation politique a-t-elle pu s'inverser ainsi ? Comment la France a pu passer d'une extrême-droite marginalisée dans les institutions et le débat d'idées à une extrême-droite organisant un consensus politique autour d'elle, marginalisant la gauche en faisant de LFI le seul problème du débat public ? Dans l'affaire Quentin Deranque, l'enquête en cours va caractériser les actes qui ont conduit à ce décès ; enchaînement de violences ? intention de tuer ? La personnalité de la victime est connue [1]. Mais médiatiquement, l'affaire devient l'enjeu de la place respective du RN et de LFI dans le système politique.

Le Front National avait été sciemment mis en scène au début des années 1980 sous l'inspiration de Mitterrand pour diviser la droite. C'est dans ce cadre que Chirac inventait le cordon sanitaire pour reprendre l'avantage avant que Sarkozy ne surmonte cette difficulté en plaçant sa campagne de 2007 dans les pas idéologique de l'extrême-droite, pendant que Marine Le Pen organisait patiemment la banalisation du Front National devenant le RN.

Macron a encore pu bénéficier de ce Front Républicain en 2022 et 2024 pour maintenir un gouvernement largement minoritaire dans le pays. Cela ne pouvait pas durer, ce que confirme les coups de boutoirs de l'extrême-droite pour se placer au centre du jeu.

Jean-Marie Le Pen voyait de son côté la stratégie du cordon sanitaire comme un moyen de consolider ses forces et d'empêcher toute fuite vers la droite, ce qui a conduit à un RN en situation de gagner une élection présidentielle et préparant l'union des droites.

Jean-Luc Mélenchon n'est pas mécontent d'être stigmatisé comme l'anti-système, lui permettant ainsi lui aussi de consolider ses forces et d'empêcher (au mieux) toute fuite vers la gauche, avec une différence, un gros caillou politique, le maintien d'un parti communiste indépendant qui reste une force possible contre le capitalisme. [2]

Le cordon sanitaire chiraquien était à la fois le moyen pour la droite de gagner parfois avec le soutien de la gauche, et le moyen du FN de s'affirmer comme référence de droite.

Le cordon sanitaire de Bardella peut être le moyen pour le RN de gagner parfois avec le soutien de la droite. Mais si certains croient qu'il peut être le moyen pour LFI de s'affirmer comme référence de gauche, c'est un leurre. Car cette symétrie apparente s'arrête aux formes politiques. Du cordon sanitaire de Chirac à celui de Bardella, ce qui s'est constamment dégradé toujours vers la droite, c'est le rapport des forces entre capital et travail, marqué par une profonde division populaire, géographique, sociale et idéologique qui fait que la gauche, unie ou divisée, ne mobilise qu'un électeur sur trois au mieux, incapable de construire un rassemblement populaire majoritaire pour changer de société.

Alors, comment sortir de cet échec ?

Il y a bien sûr le rôle des médias en continu d'extrême-droite. Il y a 40 ans, on lisait Minute discrètement, aujourd'hui, Cnews domine. Une part de la bourgeoisie, de la haute administration, de la police et de la justice, s'affiche désormais d'extrême-droite. Une internationale brune s'organise, de Milei à Meloni, en passant par Trump. Mais les progressistes ne peuvent échapper à l'autocritique. Pourquoi avons-nous perdu la bataille contre l'extrême-droite ?

Brecht disait que « *Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise.* ». Pourtant la gauche fait comme si elle défendait des valeurs démocratiques opposées aux valeurs d'extrême-droite ! C'est une impasse. La lutte contre l'extrême-droite n'est pas un problème de valeurs, opposant les progressistes et les fascistes, ce qui est presque les mots de Macron. Elle se déroule d'abord dans le concret de ce qui divise les peuples occidentaux, la concurrence exacerbée pour le logement, l'emploi, les droits, dans le contexte d'une remise en cause généralisée des niveaux de vie, des services publics, des conditions de travail.

Les temps de crise actuels sont ceux d'un impérialisme bousculé par le développement des souverainetés du Sud, d'un capitalisme en crise structurelle qui ne sait que faire d'une accumulation gigantesque fondée sur un dollar sans base productive, doit donc détruire massivement du capital, et en faire payer le coût aux peuples, par la guerre partout, dans le sud comme dans ses propres pays.

Dans les entreprises et les quartiers, dénoncer les électeurs d'extrême-droite comme des ennemis, c'est contribuer à la division du peuple entre « eux et nous », formule utilisable par les racistes comme par un antifascisme réduit aux « valeurs ». Au contraire, l'urgence est d'affronter ce qui divise. Prenons l'exemple des questions d'insécurité et d'incivilités. Comment unir ceux qui les vivent ensemble, même quand ils sont dans des situations opposées ? Une famille dont un enfant se retrouve entraîné dans le trafic de stupéfiants est en difficulté comme celle qui ne supporte plus le point de deal dans son allée. Le réel les oppose, l'extrême-droite s'en sert. Une gauche qui efface ce réel vécu est inaudible. Mais comment rendre populaire une réponse progressiste aux addictions et aux trafics qui leur sont liés ?

Il faut enfin ouvrir les débats sur [une réponse communiste à l'extrême-droite](#), critique des faux consensus des valeurs démocratiques supposées être opposées à l'extrême-droite. Il faut construire une réponse progressiste à l'extrême-droite sur [l'immigration](#), le [logement](#)... Nous l'avons proposé à LFI à Vénissieux en 2024 à partir de [la contribution de François Ruffin](#).

Il y a urgence !

La violence est une impasse pour construire l'unité populaire

Les communistes voient depuis des années leurs locaux attaqués, notamment à Lyon, par des groupes d'extrême-droite. Cela n'intéresse pas grand monde. Les manifestations sociales sont régulièrement piégées par des groupes dits blacks-blocs qui organisent des affrontements avec la police. Des soulèvements de la terre aux gilets jaunes, du mouvement des retraites au 1er mai, la colère populaire s'exprime dans des manifestations qui s'enferment dans l'affrontement entre violence militante et policière.

Le drame de Lyon nous apporte un élément de réponse. Les groupes antifascistes qui s'organisent pour être capable d'affronter les groupes d'extrême-droite dans des bagarres de rue portent une double impasse. Ils existent parcequ'ils constatent l'incapacité des partis politiques de gauche à organiser et gagner la bataille contre l'extrême-droite, mais le résultat même de leur action est une nouvelle étape dans la normalisation de l'extrême-droite et son installation au cœur du système politique !

La violence est un leurre dans les luttes de classe quand elle n'est pas intimement lié à l'unité populaire. Le mouvement communiste a connu les dérives de la violence légitimée comme moyen d'action. Cela a conduit aux brigades rouges, noyauté par les services d'état, la loge P2 et la CIA pour éliminer Aldo Moro. Lénine le dénonçait déjà après l'expérience de son frère anarchiste préparant un attentat contre le tsar et bien évidemment arrêté et exécuté. La violence pour l'action sociale est d'abord une source de division, une justification des répressions. Il y a toujours des mouvements de colère qui peuvent dégénérer, mais quand on travaille à unir les habitants des quartiers populaires, on sait que la violence est une impasse.

Quand le colonel Fabien, dans les conditions d'une guerre, abat un officier allemand dans le métro parisien, l'action a été discutée par la direction du parti communiste, pensée dans son objectif et sa réalisation, organisée collectivement pour protéger les acteurs. L'acte a un but, et tous savent qu'il n'a de sens que dans son enracinement dans l'action populaire de masse. Le colonel Fabien contribuera à la création des FTP et à un des premiers maquis. Dans cette situation d'occupation dans une guerre mondiale contre le fascisme, la violence est indissociable de l'effort de construction de l'unité populaire que portera le conseil national de la résistance et qui se traduira par la libération de Paris par les partisans !

Si la crise est violente aujourd'hui, si la France est engagée dans des guerres ailleurs, nous ne sommes pas dans une situation de résistance à une occupation. La question principale qui devrait faire discuter les antifascistes, c'est celle de l'unité populaire contre les divisions que portent

l'extrême-droite. Mais la « jeunesse qui emmerde le Front National » paie lourdement la crise d'une gauche qui n'a pas changé la vie, enfermée dans l'électoratisme, massivement coupée du monde du travail. Cette gauche ne peut faire reculer l'extrême-droite car elle ne porte plus une perspective révolutionnaire de changement réel de société. De ce point de vue, l'affaiblissement historique du parti communiste est un drame qui nous laisse désarmé.

Malheureusement, la jeune garde est une impasse gauchiste dans la bataille contre l'extrême-droite

Oui, nous avons besoin de service d'ordre pour protéger nos locaux, nos initiatives. Oui, nous savons qu'il existe des milices d'extrême-droite dangereuse pour nos militants. Nous ne pouvons donc pas être naïfs. Il faut tenir compte des risques de violence contre les mobilisations populaires. Mais nous savons tous d'expérience que la seule force réelle du peuple, c'est son nombre ! Même le Che choisissant l'action militaire a comme premier objectif la mobilisation des paysans ! Et il paie lourdement son échec.

Organiser un service d'ordre, ce n'est pas organiser une milice. C'est justement l'extrême-droite qui s'appuie sur les hooligans des clubs sportifs organisant des affrontements à l'occasion des matches. Les images des bagarres de rue dans l'affaire Quentin Deranque montrent à quel point la jeune garde est une impasse gauchiste dans la bataille contre l'extrême-droite. Ses militants sont à la fois dans l'idéalisme politique de LFI enfermés dans un électoralisme caricatural, et dans la dérive de la bagarre de rue se coupant de l'unité populaire.

Les anciens savent bien que c'est une des caractéristiques des mouvements de Jean-Luc Mélenchon dans lequel les trotskystes lambertistes jouent un rôle clé.

Organiser un service d'ordre dans une manifestation, c'est d'abord organiser la manifestation pour que ses groupes soient attentifs, unis, capable de resserrer les rangs pour éviter des intrusions.

C'est donc d'abord travailler avec les organisations qui manifestent, avec les militants

L'unité populaire ne peut se construire que sur l'exigence d'une autre société

La bataille contre l'extrême-droite ne peut se reconstruire avec les élites politiques, économiques, médiatiques, qui ont perdu toute légitimité à parler de la France, de l'intérêt général, des conditions de vie des Français.

- Ils sont illégitimes à parler de l'emploi quand ils ont laissé nos filières industrielles et techniques se déliter dans la mondialisation capitaliste et l'Europe de la concurrence
- Ils sont illégitimes à parler de liberté, quand ils refusent d'entendre le peuple et imposent des politiques rejetées par de larges majorités.
- Ils sont illégitimes à parler d'égalité quand ils ont laissé grandir une pauvreté de masse dans un pays de grande richesse, quand toutes leurs politiques publiques font pression sur les revenus du travail au seul profit des plus grandes oligarchies

- Ils sont illégitimes à parler de fraternité quand ils laissent se développer clientélisme, corruption, et arrogance des plus riches, quand ils poussent à la militarisation d'une France mobilisée pour la guerre contre le Sud.
- Ils sont illégitimes à parler de la république française, quand ils défont ses institutions et ses services publics.

Le RN est dangereux, cachant derrière son discours social un fascisme bien réel dont le but est toujours de diviser les peuples pour garantir la domination des plus riches. Mais personne ne fera reculer le RN avec les partis qui l'ont fait roi médiatique.

La France est une nation politique. Nous avons coupé la tête au roi, il ne peut y avoir d'unité de la couronne. Notre histoire sociale interdit l'unité de la réussite d'argent. Notre nation laïque, multiconfessionnelle et sécularisée ne peut plus avoir d'unité religieuse. La France se meurt du vide de construction politique nationale assumé par les pouvoirs successifs jusqu'à ce président Macron qui a cru diriger un conseil d'administration. Là est le danger du rassemblement national, qui propose un pouvoir fondé sur la division, mais qui s'inscrit dans une histoire politique française, celle de Thiers et de Pétain.

Maurice Thorez, au début du Front populaire disait clairement « *Le gouvernement issu de la victoire du Front populaire n'est pas le gouvernement des partisans du Front populaire, encore moins le gouvernement d'un parti ; il est le gouvernement de la France* ». Quelques mois plus tard, il insistait « *Nous croyons possible le rapprochement avec la plus grosse partie des paysans et ouvriers qui ont encore voté, le 3 mai 1936, à plus de quatre millions pour les candidats opposés au Front populaire.* »

Oui, il n'y a pas d'issue politique face à l'extrême-droite sans reconquérir des millions d'électeurs populaires du rassemblement national, sortir du pouvoir de la finance et redonner son pouvoir le plus large au peuple, sans reconstruire son unité défaite.

Notes

[1] Il est répertorié comme militant identitaire nationaliste par Wikipedia (https://fr.wikipedia.org/wiki/Mort_de_Quentin_Deranque), comme militant d'ultra-droite par La Croix ou néo-fasciste par Médiapart. Il a participé à l'édition 2025 du rassemblement néofasciste et néonazi du Comité du 9-Mai à Paris (<https://www.mediapart.fr/journal/france/160226/mort-de-quentin-deranque-retour-sur-le-parcours-d-un-militant-neofasciste>).

[2] C'est sans doute la raison de sa stratégie cherchant l'éclatement du PCF entre une part rejoignant la France Insoumise pour sauver des places, et une autre soumise aux attaques de LFI visant à faire disparaître ce « communisme municipal » qui reste une des forces du PCF. Le succès ou non de cette stratégie sera certainement un des résultats les plus importants des prochaines municipales.